

# **Solidarité avec la lutte des prolétaires de Guadeloupe !**

Vendredi 19 novembre le couvre-feu a été décrété en Guadeloupe de 18 heures à 5 heures du matin – alors que le confinement imposé par les autorités, avec couvre-feu venait d’être levé quelques jours auparavant ! Le gouvernement annonçait que 200 gendarmes et policiers allaient être envoyés en renfort depuis la métropole pour « *rétablir l’ordre républicain* » Samedi, décision a été prise d’envoyer en outre en urgence une cinquantaine de militaires du GIGN et du RAID (corps spécialisés dans les interventions violentes).

L’île connaît depuis le début de la semaine une forte mobilisation contre les mesures répressives liées à l’obligation vaccinale, qui se sont déjà traduites par des menaces de centaines de suspension du travail ; l’appel à la grève générale à partir du lundi 15 – date où les suspensions devenaient effectives – a été suivi dans plusieurs secteurs, à commencer par le personnel hospitalier (des piquets de grève ont été mis en place sur plusieurs hôpitaux), les pompiers, mais aussi les salariés des station-service ; les syndicats enseignants ont déposé un préavis de grève à partir du 16. Des barrages de route ont été mis en place, parfois dès le samedi 13 à l’issue des manifestations, occasionnant des affrontements avec les forces de police qui s’emploient à les dégager ; sur l’un de ces barrages des pompiers grévistes les ont repoussées à l’aide de leurs lances à incendie !

En marge de ces manifestations il y a eu des pillages de magasins, supermarchés, agences bancaires, des casernes de gendarmerie auraient été attaquées « *obligeant les militaires à riposter* » selon le quotidien *France Antilles* (19/11) qui dénonce un « *chaos* » provoqué par « *des bandes de jeunes armés* », tandis que le préfet accuse des « *groupes de casseurs dont l’objectif est de voler et de s’en prendre aux forces de l’ordre* ».

En dépit du couvre-feu des affrontements on en a encore eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche et les forces de police auraient été la cible de tirs d’armes à feu. Des dizaines de personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement.

Au-delà de l’opposition aux menaces de suspension du travail pour les travailleurs non vaccinés, au delà de la méfiance justifiée envers les autorités qui ont laissé utiliser pendant des années par les propriétaires des bananeraies un pesticide meurtrier pour la population, la chlordécone (1), l’intensité du mouvement s’explique par la situation sociale dégradée et la misère dont souffrent la population et les prolétaires de Guadeloupe – ce que montre aussi le fait que les revendications salariales deviennent de plus en plus présentes dans le mouvement.

Une étude de l’INSEE parue à la fin de l’année dernière (2) indiquait que le taux de pauvreté était deux fois et demi plus élevé en Guadeloupe qu’en France métropolitaine (34% contre 14%), notamment parce que le coût de la vie y est plus élevé. Mais le chômage est aussi plus important :

son taux atteignait les 21% (contre 8% en métropole).

Au total 41% de la population était « *en état de privation* » (contre 13%) et 22% en « *état de privation sévère* » (contre 7%).

Ces statistiques datent d'avant la pandémie ; avec le confinement, celle-ci a sensiblement aggravé la situation, en particulier pour les travailleurs précaires et en sous-emploi (12% de la main d'œuvre en 2019).

Si l'on ajoute la déficience des services de base à la population comme l'adduction d'eau ou les services de santé publique, il n'est pas difficile de comprendre l'aggravation des tensions sociales qui se manifeste à l'heure actuelle.

Les organisations syndicales et politiques à la tête du mouvement, rassemblées dans le collectif LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon*, « Collectif contre l'exploitation »), ont énoncé lors de leur conférence de presse du 12/11 un catalogue de revendications catégorielles en 32 points, allant bien au delà du seul problème de l'obligation vaccinale, comme l'arrêt des licenciements et de la répression, la suppression de la réforme des indemnités de chômage ou l'augmentation de salaires. Dans un communiqué du 19/11 elles gémissent de la « *détérioration du climat social* » en imputant son « *pourrissement* » au refus de la négociation par l'Etat. Leur catalogue de revendications donnait en fait la place centrale, pour les obtenir, à l'ouverture de « *négociations collectives dans toutes les branches* ».

Mais les faits montrent que ce ne sont pas les négociations entre partenaires sociaux mais seulement l'action directe des prolétaires contre les capitalistes et l'Etat bourgeois, leur **action de classe** – qui n'est pas un pourrissement même si elle implique la détérioration du climat social – qui peut arracher des concessions aux patrons et à l'Etat.

C'est cette voie là que doivent suivre les prolétaires, en Guadeloupe comme ailleurs, et c'est sur cette voie que les poussent sans le vouloir les bourgeois eux-mêmes par leur intransigeance !

**Solidarité de classe avec la lutte des prolétaires de Guadeloupe contre la répression, contre l'exploitation et toutes les attaques bourgeoises !**

**parti communiste international**

(1) Cet insecticide a été interdit aux Etats-Unis depuis 1976 en raison de son caractère cancérigène. A la suite de pressions du lobby des grands producteurs de banane, le gouvernement de gauche en France accorda plusieurs dérogations pour permettre son utilisation aux Antilles. Il sera finalement interdit en 1990, mais un délai supplémentaire de 2 ans sera accordé pour écouler les stocks !

Des analyses ont montré qu'aujourd'hui plus de 90% de la population antillaise a été contaminée, entraînant, entre autres, une forte hausse des cancers de la prostate ; il faudra plusieurs siècles pour que ce poison disparaisse de l'environnement.

(2) cf *Insee Analyses Guadeloupe* n°46, 16/12/2020

*Correspondance:*

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

- Imp. Spé. - 21/11/2021 supplément au *Prolétaire* n° 541

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian